

Relations industrielles Industrial Relations



Culture et gestion en Algérie par Daniel MERCURE, Baya HARRICANE, Smaïl SEGHIR et André STEENHAUT, Montréal : Harmattan et Paris : L'Harmattan, 1997, 185 p., ISBN 2-89489-014-1.

Marie-Blanche Tahon

Volume 53, numéro 4, automne 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/005302ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/005302ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tahon, M.-B. (1998). Compte rendu de [*Culture et gestion en Algérie* par Daniel MERCURE, Baya HARRICANE, Smaïl SEGHIR et André STEENHAUT, Montréal : Harmattan et Paris : L'Harmattan, 1997, 185 p., ISBN 2-89489-014-1.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 53(4), 781–781.

<https://doi.org/10.7202/005302ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Recensions

Book Reviews

Culture et gestion en Algérie

par Daniel MERCURE, Baya HARRICANE, Smaïl SEGHIR et André STEENHAUT,
Montréal : Harmattan et Paris : L'Harmattan, 1997, 185 p., ISBN 2-89489-014-1.

Ce livre présente les résultats d'une enquête menée auprès de 1 052 salariés algériens en janvier-février 1993, enquête par questionnaires administrés à l'intérieur de l'entreprise (p. 148 et remerciements aux entreprises participantes, p. 8). Ils mettent en évidence un « fort hiatus culturel » entre la pratique bureaucratique consacrée (inspirée du modèle soviétique qui a « pris » sans trop de difficultés grâce à l'héritage colonial français branché sur l'« écrit ») et les aspirations des salariés interrogés qui, en relation intime avec le « fonds culturel de la société algérienne », valorisent l'oralité.

Dans la préface à ce livre, le professeur Renaud Sainsaulieu pose d'entrée de jeu la question : « que peut apporter le travail de sociologie à des populations qui, secouées par la tourmente, s'interrogent sur l'avenir de leur société ? ». De « la tourmente » qui frappe l'Algérie, il n'est pas question dans ce livre. L'enquête a pourtant été réalisée un an après le coup d'État militaire de janvier 1992, qui a interrompu le processus électoral qui aurait abouti à la victoire du Front islamique du salut et la vague d'arrestations massives qui s'ensuivit. Quel était le degré de liberté d'expression des répondants au sein des entreprises ? Leurs réponses constituent-elles un message à décoder au regard de la situation politique du pays ? Ces questions ne semblent pas avoir été envisagées au niveau de l'analyse.

À sa question, le professeur Sainsaulieu répond : « le sociologue fait appel à sa science afin de mieux comprendre les dynamiques de la socialisation qui contribuent à renouer le lien social » (p. 11) et il conclut sa préface en écrivant : « l'excellente recherche empirique effectuée en Algérie par Daniel Mercure et ses collaborateurs se présente comme un modèle de programme scientifique à suivre et comme un réservoir de connaissances d'une grande richesse susceptible de guider l'action des gestionnaires. Ceux-ci y trouveront des réponses précises à leurs interrogations légitimes sur les effets de la socialisation par le travail dans les entreprises algériennes » (p. 13). Je partage ce constat. Et, il est vrai, cela dit sans cynisme, que pendant la guerre, « les affaires continuent ». Cela pourrait éventuellement être un moyen de sortie de guerre.

Les informations aujourd'hui disponibles (voir *Le Monde diplomatique*, septembre 1998 et surtout le livre de Luiz Martinez, *La guerre civile en Algérie*, Paris, Karthala, 1998) ne vont malheureusement pas dans ce sens. La guerre semble être l'occasion d'une restructuration profonde de l'économie algérienne et les privatisations d'entreprises promues par le Fonds monétaire international servent une minorité qui a tout intérêt à ce que la guerre se poursuive. L'« éradication du terrorisme » n'est-elle pas la carte de visite la plus efficace pour drainer l'« aide »

internationale ? On aurait pu s'attendre à ce que l'analyse présentée, rédigée après l'entrée en scène du FMI en Algérie, nous éclaire sur ce point. D'autant qu'elle a bénéficié pour sa réalisation de l'aide de l'Agence canadienne de développement international. Les relations industrielles peuvent-elles être

envisagées en dehors des relations politiques nationales et internationales ? C'est avec cette question en tête que l'on referme ce livre.

MARIE-BLANCHE TAHON
Université d'Ottawa